



Note d'analyse et de plaidoyer pour la protection des populations civiles contre les mines, restes explosifs de guerre et engins explosifs improvisés dans les territoires affectés par la crise au Nord Kivu

Année 2022-2023 en cours

Province du Nord-Kivu

18 mai, 2023

Brève présentation du GTLAM

Le groupe de travail de Lutte Antimines Nord Kivu (GTLAM NK) fait partie du Cluster Protection. Il est composé entre autres de SYOPADI (Synergie des Organisations Paysannes de Développement Intégral) qui en est le co-lead, de AFRILAM (Afrique contre les Mines), SYLAM (Synergie pour la Lutte Antimines), ACOLAM (Action Concrète contre les Mines) et DCA (DanChurchAid). UNMAS contribue au fonctionnement du GTLAM en lui apportant un soutien technique aux niveaux nationaux et provinciaux en RDC. CCLAM (Centre Congolais de Lutte Antimines) est le lead du GTLAM au niveau national et sous tutelle du ministère de l'Intérieur et représente ainsi l'Etat congolais.

I. Augmentation du nombre d'engins explosifs

L'occupation de certaines localités du Petit Nord-Kivu par les éléments armés du M23, l'activisme du groupe armé ADF, des groupes Mai-Mai et d'autres groupes armés s'accompagne de la présence importante d'armes et de munitions disséminées dans la communauté. La perte pendant le transport, la non-explosion pendant les affrontements et parfois la dissémination dans les communautés de ces engins ont entraîné une pollution importante de la plupart des territoires de la province du Nord-Kivu.¹

Dans la partie sud de la province, la présence des engins explosifs est aggravée par les combats entre les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) et les éléments M23. L'usage croissant d'armes lourdes et d'artillerie dans des zones résidentielles et les bombardements ont engendré la présence d'engins explosifs dans des villages, des champs, et sur des routes.

Dans la partie nord de la province (en particulier le territoire de Beni), l'utilisation accrue des engins explosifs improvisés (EEI) dans des zones urbaines et rurales menace les populations civiles. L'usage croissant de ces engins a entraîné un nombre important de victimes, dégradé la sécurité et a entraîné une crise de confiance entre la population et les forces sécuritaires.

D'octobre 2022 à début avril 2023, les chiffres révèlent que plusieurs victimes civiles tuées ou blessées par des restes explosifs de guerre (REGs) et EEIs ont été enregistrées par les ONGs de la Lutte Anti-Mines (LAM). Les acteurs de Lutte Anti-Mines renseignent que durant cette période, 146 victimes ont été enregistrées, parmi lesquelles 17 hommes, 56 femmes et 73 enfants (entre 6 et 14 ans).² Un grand nombre de victimes est composé de femmes et d'enfants, particulièrement vulnérables du fait de leur rôle important dans les activités de subsistance quotidienne et par le manque de sensibilisation.

¹ La Province du Nord Kivu a une superficie de 59,483 km².

² Les informations mentionnées ont été reçues par des sources fiables. Cependant, une marge d'erreur peut exister en raison de l'absence d'une base de données consolidée entre tous les acteurs de lutte antimine de la RDC.

II. Données statistiques relatives avec REGs et EEIs dans la Province du Nord Kivu³

La multitude des acteurs armés (forces militaires, groupes armés nationaux et internationaux), et le contexte sécuritaire volatile dans les territoires de Rutshuru, Masisi, Lubero et Beni entraîne notamment la nécessité d'investir davantage dans un système de sensibilisation, surveillance et intervention continue relatif à la contamination par mines, REGs et EEIs.

Le GTLAM Nord Kivu a enquêté sur 160 zones dites « dangereuse » (ZD)⁴ dans la province du Nord Kivu, comprenant les territoires de Beni (9 ZD), Lubero (14 ZD), Rutshuru (72 ZD), Masisi (33 ZD), Walikale (24 ZD) et la ville de Goma (8 ZD).

A. Données UNMAS relatives aux EEIs

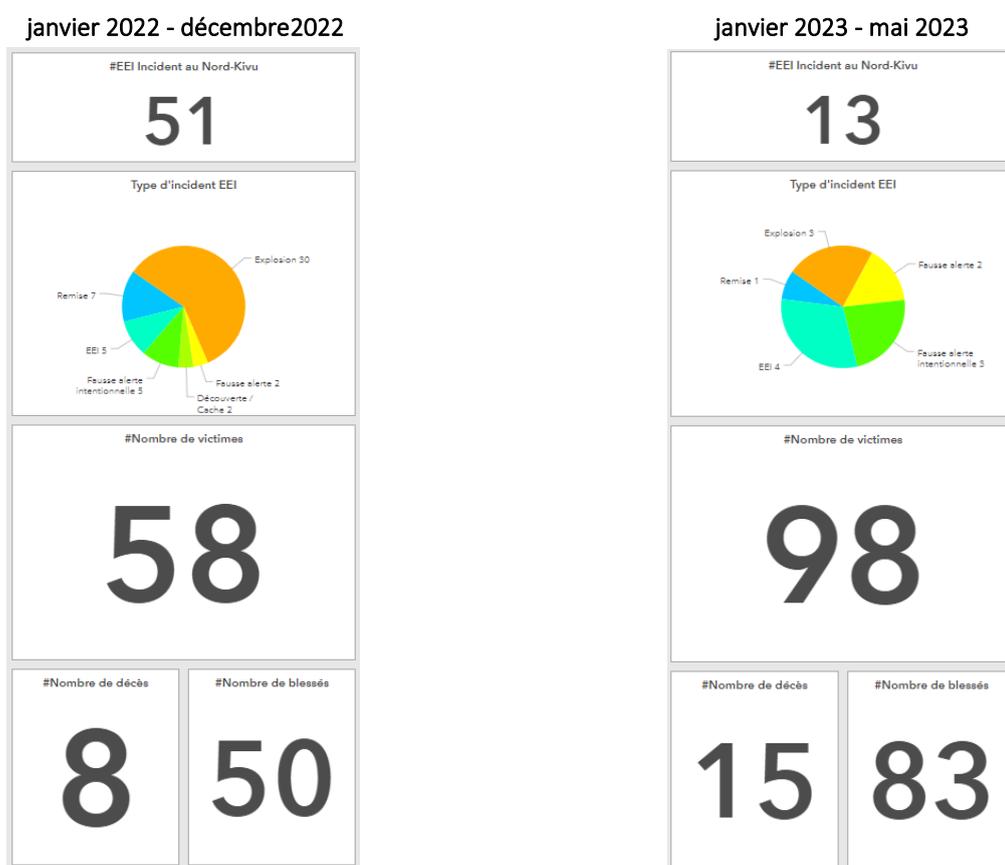


Figure 1. Incidents EEI pour janvier 2022 à décembre 2022 et janvier 2023 à mai 2023, pour la province du Nord Kivu (source : base de données, UNMAS)

Entre 2022 et 2023, on observe une augmentation significative des victimes (décès et blessés) liées aux engins explosifs improvisés (EEIs). Cette augmentation est aussi liée à l'incident qui s'est déroulé le 15 janvier 2023 à Kasindi à la frontière avec l'Ouganda, lors duquel 15 décès et 63 blessés ont été recensés.

³ Les statistiques rapportées sont issues des alertes remontées à UNMAS. D'autres incidents peuvent s'être produits avec des victimes à déplorer, mais sans avoir été transmis à UNMAS.

⁴ Chiffres renseignés par le GTLAM NK – à noter qu'une zone est considérée « dangereuse », lorsqu'on dispose de preuves physiques de la présence des mines/REGs ou autres engins explosifs observés et enregistrés par les membres de l'équipe d'enquête ou après avoir obtenu des informations fiables et précises tirées des sources présentes sur les différentes zones.

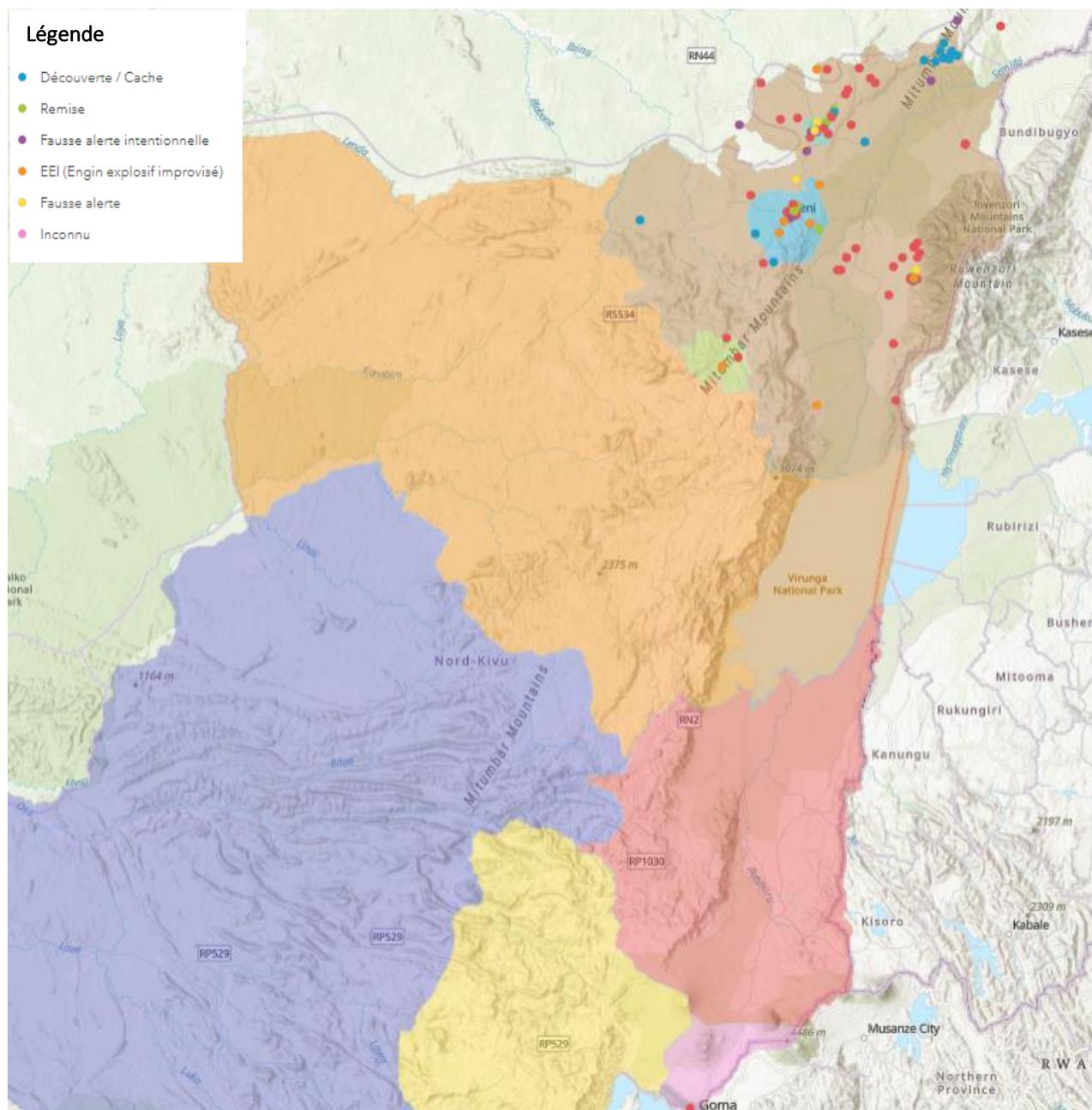


Figure 2. Incidents EEI vérifiés de 2021 à 2023 au Nord Kivu - voir Annexe 2 pour le lexique des types d'incidents (source base de données, UNMAS)

De 2021 à 2023, on constate une concentration des incidents EEI dans le territoire de Beni. Cette présence s'explique notamment par la présence des ADF qui utilisent des EEI pour déstabiliser la zone et pour renforcer le sentiment d'insécurité. Plusieurs méthodes sont utilisées et répertoriées dans la rubrique « Types d'incidents EEI » dans d'annexe #2.

B. Données UNMAS NEDEX dans le sud de la province du Nord Kivu

Selon les normes IMAS (International Mine Action Standards), NEDEX (Neutralisation, Enlèvement ou Destruction des Explosifs) ou EOD (Explosive Ordnance Disposal en anglais) consiste à neutraliser les explosifs et munitions y compris les mines et les restes explosifs de guerre (REGs). Les statistiques ci-dessous présentent les opérations NEDEX dirigées par UNMAS au niveau des territoires de Masisi, et Nyiragongo et de la ville Goma dans le sud de la province du Nord Kivu depuis janvier 2023, on constate une augmentation significative des opérations NEDEX.

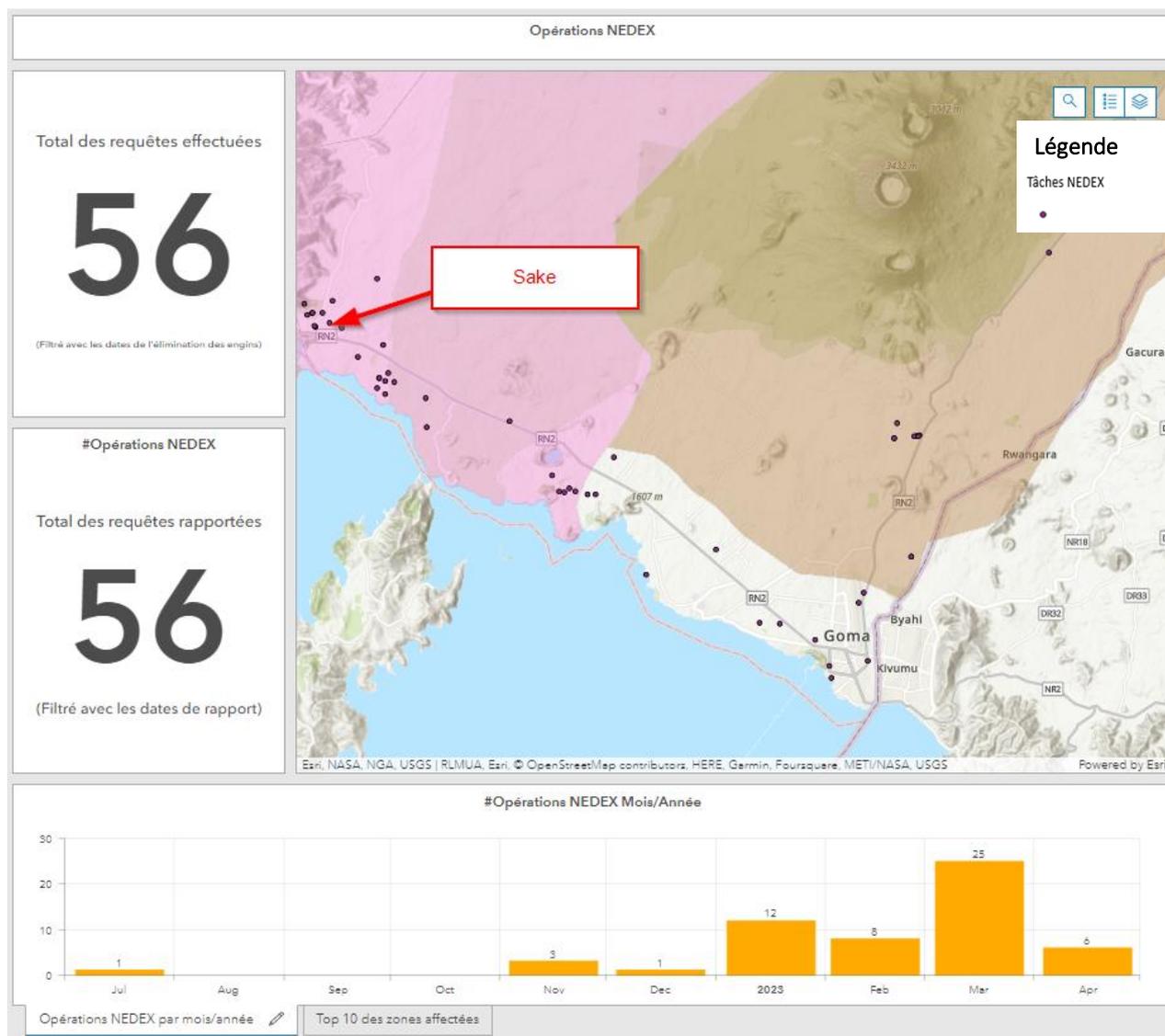


Figure 3. Tâches NEDEX effectuées par les équipes UNMAS sur les territoires de Masisi, Nyiragongo et la ville de Goma en 2023 (source base de données, UNMAS)

En raison de l'intensification des affrontements entre les M23 et les FARDC dans les environs de Sake depuis la fin 2022, on constate une augmentation significative du nombre de REGs signalés durant les 3 premiers mois de 2023 dans cette zone. Les affrontements dans les zones de Bwisha (est du territoire de Rutshuru) fin 2022 et à Mweso (est de Masisi) en 2023 ont également pollué ces zones qui restent difficilement accessibles.

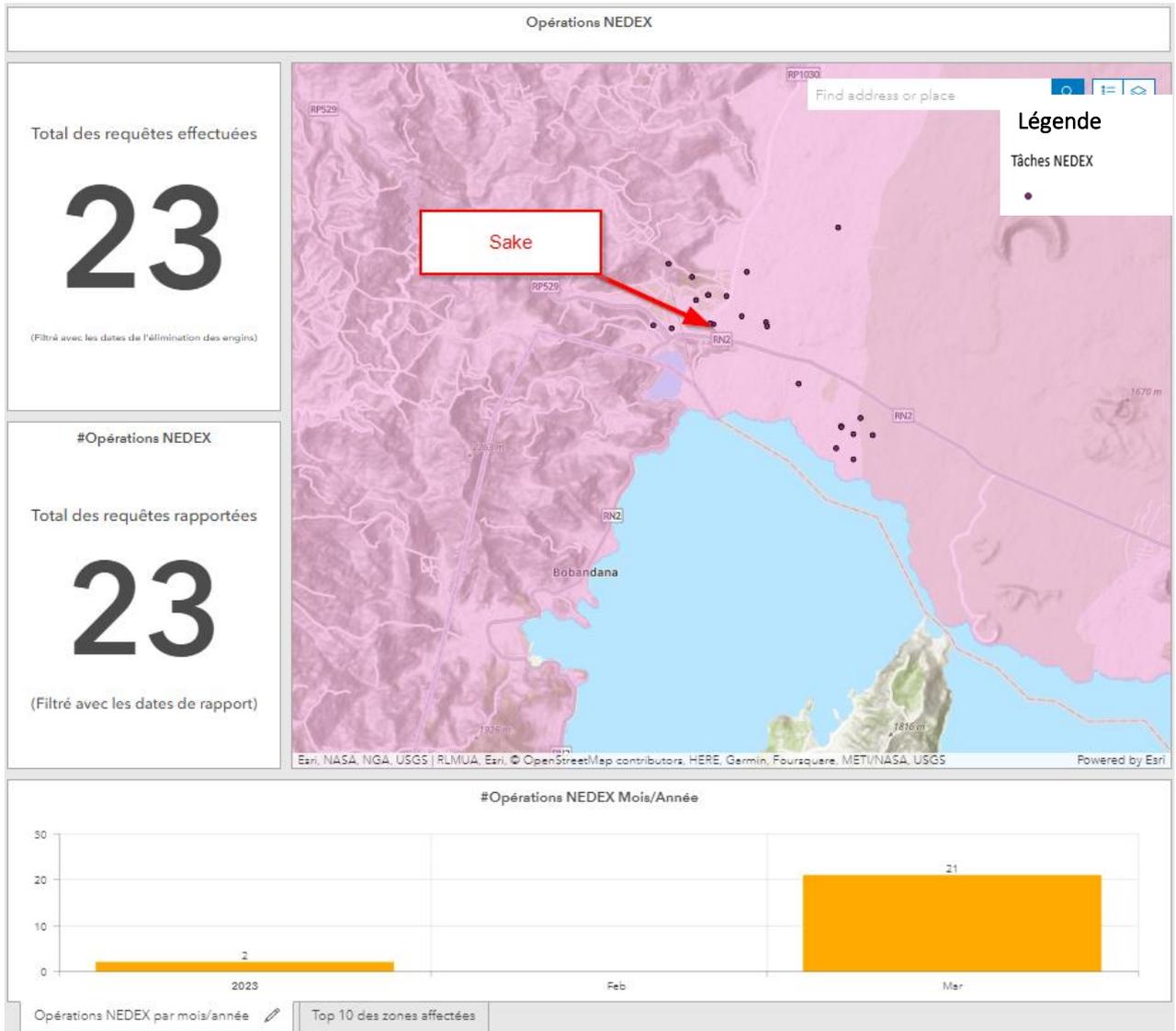


Figure 4. Tâches NEDEX effectuées par les équipes UNMAS à Sake de janvier 2023 à mai 2023 (source base de données, UNMAS)

III. Risques et impact enregistrés sur la vie des populations civiles

La présence de REGs et l'utilisation de EEI par les acteurs armés dans la province du Nord Kivu entraîne de nombreux risques, parmi lesquels :

- L'atteinte à la vie des personnes.
- L'atteinte à l'intégrité physique (blessures graves et légères).
- La réduction de mobilité et des activités économiques et agricoles.
- La restriction des mouvements de personnes et du retour des communautés déplacées.
- La limitation de l'accès humanitaire.
- L'accès difficile aux services sociaux de base (santé, éducation, etc.).
- Des conséquences psychosociales et une tension importante entre civils et acteurs sécuritaires.

IV. Activités du GTLAM Nord Kivu

Certains relais communautaires assistent la prévention des incidents à travers la sensibilisation de la population, la remontée des alertes et le marquage des zones dangereuses. De janvier 2022 à février 2023, le GTLAM a formé 105 relais communautaires dans les zones affectées par les conflits armés dans la province du Nord Kivu, dont 25 hommes, 35 femmes et 45 jeunes âgés de 16 à 25 ans. Environ 48.000 personnes⁵ ont assisté aux sessions de sensibilisation.

Vu les besoins importants, l'immensité du terrain géographique à couvrir et les contraintes budgétaires, il est actuellement impossible pour les acteurs du GT LAM de couvrir toutes les zones contaminées identifiées. Des séances de sensibilisation aux risques de REGs et EEIs, des enquêtes non techniques (ENT) et techniques (ET) et la cartographie des zones à risques sont essentielles pour prévenir les pertes en vies humaines ainsi que des effets secondaires.

Le GTLAM Nord-Kivu plaide pour le renforcement du soutien ces activités, pour l'implication des différents acteurs et couches sociales⁶ dans la lutte contre les REGs et EEIs, et la prise en charge holistique des victimes.

⁵ Résultat de la collecte des données et des sensibilisations effectuées par toutes les organisations membres du GTLAM NK à travers également des relais communautaires formés sur toute l'étendue de la province du Nord Kivu.

⁶ Notamment les populations hôtes, retournées et déplacées, la communauté humanitaire, les forces armées, la PNC et les groupes armés.

V. Recommandations ciblées

Au vu de tout ce qui précède, et dans l’optique de prévenir et réduire les risques d’accidents liés aux engins explosifs (REGs et EELs) et apporter une réponse plus efficace aux victimes, il s’avère urgent de prendre en compte les recommandations ci-dessous⁷ :

Domaine	Défis	Recommandations	Responsable
Prévention, sensibilisation et formation	Insuffisance de couverture de la province du Nord Kivu pour l’éducation aux risques des engins explosifs, et la menée d’Enquêtes Non Technique (ENT). Insuffisance des relais communautaires formés dans les zones contaminées par les engins explosifs.	Poursuivre les séances de sensibilisation en éducation aux risques liés aux REGs et EELs dans la province du Nord Kivu. Mettre en place et/ou renforcer la formation des points focaux et relais communautaires. Développer et renforcer les capacités en gestion de l’information (IM) pour les acteurs locaux et étatiques.	CCLAM, UNMAS, GT LAM, avec le soutien du Cluster Protection.
	Manque de coordination des actions LAM dans la province dans les zones polluées.	Appeler le gouvernement à s’impliquer dans la prévention et la réponse à cette problématique de protection dans les zones de retour et renforcer le plaidoyer au niveau national et international.	Autorités nationales et provinciales, Cluster protection et CCLAM.
	Manque de connaissances de base des acteurs humanitaires sur les problématiques liées à la LAM.	Mener des activités de renforcement de capacités des partenaires réalisant des assistances sur sites (notamment sur la prévention des risques).	GTLAM.
	Nombre important de victimes civiles liées à l’usage d’artillerie lourde, et difficultés d’accès des acteurs de LAM aux zones polluées.	Renforcer les sensibilisations et formations des acteurs armés concernant les précautions pour la protection des populations civiles lors de l’usage des armes lourdes.	CICR.
		Rappeler aux acteurs armés leur obligation d’octroyer l’accès libre et inconditionnel aux acteurs de LAM dans les zones polluées par les engins explosifs.	

⁷ Ces recommandations seront par la suite affinées avec les différentes parties prenantes.



Identification et déminage rapides des zones contaminées	<p>L'absence de cartographie des zones contaminées pour les acteurs humanitaires et d'une base de données uniquement centralisant les informations sur la Lutte Anti-Mines.</p> <p>Retard des activités de dépollution et de destruction des REGs et EEIs identifiés, marqués et rapportés.</p>	<p>Mettre à la disposition des acteurs humanitaires une cartographie des zones dites « dangereuses » (% de la superficie du Nord Kivu affectée).</p> <p>Mener des actions rapides de dépollution et de destruction des engins explosifs (REG et EEI) identifiés, marqués et rapporter.</p>	CCLAM, GTLAM, avec le soutien du Cluster Protection.
Réponses multisectorielles aux victimes	<p>La non-prise en charge holistique des victimes des engins explosifs (REGs et EEIs)</p>	<p>Renforcer les réponses multisectorielles aux victimes, notamment la prise en charge psychosociale, socioéconomique et médicale à long termes.</p>	CCLAM, Cluster Protection et autres Clusters pertinents.
Présence des acteurs LAM sur terrain	<p>Faible couverture des zones affectées et insuffisance des équipes techniques sur terrain.</p>	<p>Intensifier la mobilisation des fonds pour plus d'action LAM et la couverture des zones contaminées.</p> <p>Redéploiement des équipes de déminage humanitaire.</p>	CCLAM, Cluster protection.
Visibilité de la problématique des engins explosifs au Nord Kivu	<p>Manque de visibilité des problématiques et défis liés à la LAM au Nord Kivu.</p>	<p>Visibiliser davantage les problématiques de LAM au Nord Kivu auprès des bailleurs et de la communauté humanitaire, pour sensibiliser sur les connaissances de base, renforcer les activités de LAM et la couverture des zones contaminées, notamment par la production de cartographies, rapports de situation, alertes, brochures et formations auprès des Clusters.</p>	CCLAM, GTLAM, Cluster Protection, OCHA.
Fonds attribués aux acteurs de LAM	<p>Manque de fonds alloués aux acteurs de LAM (Nord Kivu et RDC en général), en particulier aux nationaux.</p>	<p>Accélérer le financement des opérations de déminage et de sensibilisation/éducation aux risques des mines au Nord Kivu, dans le contexte des crises observées actuellement.</p> <p>Mener une analyse quantitative et qualitative des ressources existantes, besoins et gaps en LAM observés dans la Province du Nord Kivu</p>	Bailleurs nationaux et internationaux. GTLAM.



Procédure d'accès à l'accréditation des ONGs de LAM	<p>Lourdeur administrative et procédurière pour l'accès à l'accréditation de la part de CCLAM autorisant la menée d'activités de LAM par les ONGs nationales.</p>	<p>Poursuivre le plaidoyer au niveau national pour réduire la complexité de la procédure de demande d'accréditation par CCLAM.</p>	<p>Cluster Protection National, OCHA, UNMAS, CCLAM.</p>
Actions preventives de LAM		<p>S'assurer que des précautions sont prises lors de l'utilisation d'armes lourdes et du type d'armes utilisées en vue de préserver l'intégrité physique des populations civiles.</p>	<p>CICR. Acteurs partis au conflit.</p>
Lutte contre l'impunité		<p>Diligenter des enquêtes en réponse aux présomptions de violations du droit international humanitaire (DIH) et de trafics d'armes</p>	<p>Autorités nationales Congolaises, BCNUDH.</p>

Annexe 1 – Quelques engins explosifs retrouvés au Nord Kivu (2022-2023)

		<p>Mortier</p>
		<p>Grenade à main fumigène</p>
		<p>Roquette</p>
		<p>Grenade à main</p>

Annexe 2 – Lexique relatif aux types d'incidents EEI (voir Figure 2.)

Français	Anglais	Définition
EEI	IED	Dispositif mis en place ou réalisé de façon improvisée et contenant des produits chimiques destructeurs, létaux, toxiques, pyrotechniques ou incendiaires. Il est conçu dans le but de détruire, neutraliser, harceler ou distraire. Il peut comprendre des éléments militaires, mais est généralement constitué de composants non militaires. Il désigne un type d'incident EEI qui implique un dispositif complètement opérationnel.
Explosion	Explosion	Un processus nucléaire, chimique ou physique conduisant à la libération soudaine d'énergie.
Fausse alerte intentionnelle	Hoax	Opération EEI impliquant un dispositif factice ayant pour but de provoquer une réaction.
Découverte/Cache	Find/cache	Opérations EEI impliquant la découverte et/ou la récupération d'un EEI non armé ou inutilisé, des composants d'EEI et/ou de l'attirail EEI.
Remise	Turn-In	Une opération où un EEI ou un de ses composants est remis à l'autorité compétente.
Fausse alerte	False	Opération liée à une identification incorrecte d'un EEI, dont le signalement est fait de bonne foi. L'évènement est classé comme une fausse alerte suite à une levée de doute confirmée par NEDEX.